

Rencontre des femmes ministres des Affaires étrangères

Des militantes féministes ont partagé des préoccupations et priorités lors de la toute première rencontre des femmes ministres des Affaires étrangères

Ottawa, 26 septembre 2018 - Une coalition d'organisations de la société civile canadienne accueille avec satisfaction les échanges fructueux menés lors de la toute première réunion des femmes ministres des Affaires étrangères, à laquelle ont été conviées des militantes des droits des femmes.

Les discussions ont eu lieu durant un petit déjeuner de travail inscrit à l'ordre du jour officiel de cette réunion, coprésidée par la ministre Chrystia Freeland (Canada) et la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini (Union européenne). La rencontre s'est tenue à Montréal les 21 et 22 septembre courant.

C'est ainsi que Leymah Gbowee, lauréate du prix Nobel de la paix, et Beatrice Fihn, directrice générale de la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires — un groupe également lauréat du Nobel de la paix — ont pu s'adresser aux ministres de 18 pays réunies pour l'occasion. Une table ronde a suivi.

« Nous étions ravies de voir cette discussion inscrite au programme officiel. Ce genre d'échange demeure trop rare », a déclaré Theo Sowa, présidente-directrice générale du Fonds africain pour le développement de la femme. « Le climat dans la salle était constructif. Le partage d'information, d'idées et de stratégies aidera autant les ministres des Affaires étrangères que les organisations de la société civile qui étaient présentes à faire pression pour que les questions de sécurité et de développement soit à l'ordre du jour. »

Mme Sowa faisait partie d'un groupe de dix militantes représentant des mouvements féministes du monde entier. Elles ont exprimé leurs préoccupations concernant la sécurité des personnes qui défendent les droits des femmes et combattent les violences envers ces dernières. Elles ont aussi plaidé pour une redéfinition de la sécurité qui placerait les besoins des personnes (et plus particulièrement des femmes et des filles) au premier plan. Les discussions ont également porté sur les façons d'augmenter la participation des femmes dans les processus de paix, y compris au Soudan du Sud; l'importance d'amplifier la voix

des femmes de la société civile dans les discussions portant sur la politique étrangère; et les priorités à inclure dans les politiques étrangères féministes.

Razia Sultana, fondatrice de l'organisme Rohingya Women Welfare, a parlé de son parcours pour documenter les violences sexuelles et travailler auprès des femmes et des filles rohingyas dans les camps de réfugiés au Bangladesh. « J'ai félicité la ministre Freeland du fait que le Canada a reconnu les crimes commis contre mon peuple comme un génocide. J'ai exhorté les autres femmes ministres à suivre cet exemple. C'est là un premier pas pour mettre fin à la violence et garantir la justice ».

Lors de la conférence de presse, la ministre Freeland a annoncé la création d'un nouveau poste pour le Canada d'ambassadrice dédiée aux femmes, à la paix et à la sécurité. « Il s'agit d'une nouvelle excitante, qui, je l'espère, pourra accélérer la réalisation des engagements ambitieux du Canada à l'égard des femmes, de la paix et de la sécurité et augmenter le soutien offert aux bâtisseuses de la paix sur le terrain », a déclaré Beth Woroniuk, coordonnatrice du réseau Les femmes, la paix et la sécurité — Canada.

La ministre a également annoncé un investissement de 25 millions de dollars pour la réalisation de projets dédiés aux femmes, à la paix et à la sécurité, incluant des fonds destinés à plusieurs organisations de défense des droits des femmes. L'octroi de fonds à ces organisations est une demande de longue date de la part des organisations canadiennes de la société civile.

Plus de 200 organisations du monde entier ont encouragé les ministres à reconnaître, à protéger et à appuyer les militantes et militants des droits des femmes, soulignant que ces personnes subissent de nombreuses menaces, souvent graves. « Nous surveillerons de près les actions entreprises à la suite de nos revendications <https://nobelwomensinitiative.org/a-call-to-recognize-protect-and-support-women-human-rights-defenders-and-womens-movements/>. Nous avons bon espoir que les prochaines réunions des femmes ministres des Affaires étrangères seront enrichies des relations productives établies ici à Montréal », a conclu Anne Delorme, chargée de programme à l'AQOCI.

Une coalition informelle d'organismes de la société civile a profité de cette réunion historique pour organiser une série d'événements parallèles, y compris

un débat public sur la politique étrangère féministe et un dialogue entre représentantes de la société civile. La coalition regroupe les organisations suivantes : Amnistie internationale Canada anglophone, Amnistie internationale Canada francophone, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), la Banque de céréales vivrières du Canada, CARE Canada, Mines Action Canada, la Nobel Women's Initiative, Oxfam Canada, Oxfam-Québec, le Fonds MATCH International pour la femme et le Mouvement fédéraliste mondial — Canada.